

**Art. 2.** Artikel 15, §1, 4° van voornoemd besluit wordt gewijzigd als volgt:

“4° bestellingen op raamovereenkomsten, hetzij eigen of van derden, met een geraamde waarde tot 144.000,00 EUR.”

**Art. 3.** Aan artikel 26, §3 van voornoemd besluit worden een derde en vierde punt toegevoegd, die luiden als volgt:

“3° beslissen over de erkenning van kopers of exploitanten, zoals bepaald in artikel 16 van het besluit van de Vlaamse regering van 8 november 2002 houdende de erkenning van kopers en exploitanten van hout, overeenkomstig artikel 79 van het Bosdecreet van 13 juni 1990;

4° dossiers te behandelen die betrekking hebben op de gemeente Oud-Heverlee en/of het strategisch project Walden, met uitzondering van handavingsdossiers.”

**Art. 4.** Aan artikel 27, §3 van voornoemd besluit wordt een punt 3° toegevoegd, dat luidt als volgt:

“3° beslissen in handavingsdossiers die betrekking hebben op de gemeente Oud-Heverlee en/of het strategisch project Walden.”

**Art. 5.** Aan artikel 31 van voornoemd besluit wordt een punt 3° toegevoegd, dat luidt als volgt:

“3° in uitvoering van het goedgekeurde personeelsplan of een beslissing van de administrateur-generaal, het ondertekenen van arbeidsovereenkomsten, het opmaken en ondertekenen van benoemings- en ontslagbesluiten, en het vaststellen van geldelijke anciënniteit.”

Brussel, 3 juni 2022.

De vervangend administrateur-generaal van het Agentschap voor Natuur en Bos,  
J. RUTTEN

## VLAAMSE OVERHEID

### Omgeving

[C – 2022/32029]

#### 26 FEBRUARI 2022. — Erkenning als tussentijdse opslagplaats

Bij besluit van de Vlaamse minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme van 26 februari 2022 wordt AC Materials NV, met maatschappelijke zetel aan de Industrieweg 74 in Wondelgem, voor de exploitatiezetel aan de Christoffel Columbuslaan 20 in Evergem erkend als tussentijdse opslagplaats.

Dit besluit treedt in werking op 27 februari 2022.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/15341]

#### 1<sup>er</sup> JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au fonctionnement et à la nomination des membres du Conseil de l'économie circulaire mis en place dans le cadre de la stratégie wallonne de déploiement de l'économie circulaire, Circular Wallonia, et dans le cadre du Plan de relance de la Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes, les articles 11 à 14 ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, modifié par le décret du 16 février 2017, les articles 57 à 62 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne et la Commission wallonne pour l'énergie en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2022 ;

Considérant la Stratégie Circular Wallonia, adoptée par le Gouvernement le 4 février 2021, et son chapitre relatif à la gouvernance ;

Considérant le programme 161, concrétisation du potentiel de l'économie circulaire à travers la mise en œuvre de Circular Wallonia, du Plan de relance de la Wallonie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La désignation et la mise en place des membres d'un groupe d'experts, suite à un appel à candidatures, ci-après nommé « le Conseil » pour une durée de 4 ans. Ce Conseil est prévu dans le chapitre « Gouvernance » de la Stratégie wallonne de déploiement de l'économie circulaire (Circular Wallonia).

**Art. 2.** Le Conseil visé à l'article 1<sup>er</sup> a pour missions :

1° de veiller à la pertinence et la cohérence des décisions prises et des actions menées dans le cadre de la Stratégie Circular Wallonia ;

2° d'émettre des avis et des recommandations au Gouvernement via le Ministre de l'Economie sur la mise en œuvre de la stratégie Circular Wallonia et sur l'actualisation des mesures et actions prises dans les chaînes de valeur prioritaires, en ce compris pour l'évaluation en fin de parcours de la Stratégie ;

3° d'identifier les enjeux majeurs liés à l'économie circulaire, les pratiques internationales les plus pertinentes et dégager les mécanismes vertueux à mettre en place pour stimuler l'économie circulaire en Wallonie ;

4° d'agir comme vigile du Gouvernement pour garantir que les travaux en matière d'économie circulaire avancent suffisamment rapidement ;

5° d'agir comme garant que les actions et travaux menés par les pouvoirs publics correspondent aux besoins observés sur le terrain.

Le Conseil adresse le résultat de ces analyses, avis et recommandations au moins une fois par an jusqu'à la fin du mandat, et aussi souvent qu'il le juge nécessaire. Les recommandations sont adressées au Gouvernement par le Ministre de l'Economie.

**Art. 3.** § 1er. La stratégie Circular Wallonia prévoit que ce Conseil peut être composé de six à dix membres effectifs possédant un profil généraliste ou thématique. La composition de ce Conseil est composite afin d'être en capacité d'adresser des avis et recommandations sur l'ensemble des actions et mesures entreprises dans le cadre de la Stratégie Circular Wallonia.

§2. Les membres sont désignés pour une durée de quatre ans. Le mandat débute dès la sélection des membres du Conseil.

§3. En cas de désistement d'un des membres au cours de son mandat, il est remplacé par un autre expert ayant répondu à l'appel à candidatures. Le remplaçant est désigné pour la durée restante du mandat de celui qu'il remplace.

Si la réserve d'experts est épuisée, un nouvel appel à candidatures spécifique est mis en place par la Cellule de coordination de Circular Wallonia.

§4. Suite à l'appel à candidatures publié le 3 décembre 2021 et clôturé le 15 mars 2022 et sur la base de la décision du jury de sélection, le Gouvernement wallon désigne les membres du Conseil de l'économie circulaire suivants:

\* Monsieur Bareel Pierre-François ;

\* Monsieur Bauwens Thomas ;

\* Madame Meekers Sylvie ;

\* Madame Richel Aurore ;

\* Madame Trachte Sophie ;

\* Monsieur Verjans Jean-Baptiste.

Et constitue la réserve de suppléants suivante:

\* Monsieur Charlier Nicolas ;

\* Monsieur Jamin Hugo ;

\* Madame Lambert Laurence ;

\* Monsieur Towa Edgar.

**Art. 4.** §1er. Le conseil se réunit en présentiel. Toutefois, des réunions virtuelles sont mises en place selon la situation sanitaire. La fréquence des réunions varie en fonction de la charge de travail et des besoins des membres du Conseil et est de maximum 4 réunions par an.

§2. Le.a Président.e est élu.e par ses pairs lors de la première réunion. La Présidence est assurée par la même personne tout au long du mandat.

Le.a Président.e est chargé.e d'organiser les travaux, de définir l'agenda des réunions, d'animer les réunions et de représenter le Conseil de l'Economie circulaire.

En cas de désistement, une nouvelle élection aura lieu au sein du Conseil pour élire le membre qui assurera la Présidence pour le reste du mandat.

§3. Le Conseil élabore son règlement d'ordre intérieur sur base d'une proposition émise par la Cellule de Coordination lors de la première réunion et le soumet pour approbation au Ministre ayant l'Economie dans ses attributions.

Toute modification ultérieure, ayant un lien direct avec le fonctionnement et les livrables du Conseil, au règlement d'ordre intérieur est approuvée par le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions.

Le règlement d'ordre intérieur contient une section sur la méthodologie relationnelle avec la Cellule de coordination.

§4. Les membres du Conseil respectent le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur. A défaut le membre est réputé démissionnaire.

§5. Avant d'accepter sa désignation, toute personne désignée comme expert communique tout intérêt ou obligation qu'elle a ou aurait et qui pourrait entrer en conflit avec sa fonction. L'expert communique également la survenance, à tout moment, d'un tel intérêt ou d'une telle obligation. En cas d'apparition d'un conflit, il est demandé à l'expert concerné de se retirer du processus de remise d'avis concernant le sujet en question.

§6. Les membres du Conseil ne peuvent exercer, pour toute la durée de leur mission visée à l'article 2, aucun mandat politique ni aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au sein d'un cabinet ministériel.

§7. Le secrétariat du Conseil est assuré par la Cellule de Coordination de la Stratégie. A ce titre la Cellule de Coordination assiste aux réunions afin d'y exercer son rôle de secrétariat mais ne participe pas aux débats.

Elle a comme point de contact le.a Président.e et veille à ce que l'agenda proposé par le Conseil réponde aux échéances fixées dans le cadre du déploiement de la stratégie. La Cellule assume le rôle d'animation et de relais dans le partage de l'information avec les membres du Conseil afin de les aider au mieux dans leurs travaux. Elle peut se faire aider d'un prestataire externe, qui est soumis aux mêmes règles de confidentialité et de conflit d'intérêts que les membres du Conseil, pour l'animation. La Cellule de coordination se charge de compiler les avis des membres et de les soumettre au Ministre de l'Economie.

§8. Les décisions et les avis sont rendus par consensus. Si aucun consensus ne peut être obtenu, la divergence d'opinion apparaît clairement dans l'avis ou le rapport rendu par le Conseil.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature et est en vigueur pour une durée de 4 ans.

Namur, le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,  
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/15341]

#### 1. JULI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Funktionsweise und die Ernennung der Mitglieder des Rates für Kreislaufwirtschaft, der im Rahmen der wallonischen Strategie zur Einführung der Kreislaufwirtschaft, Circular Wallonia, und im Rahmen des Wallonischen Wiederaufbauplans eingerichtet wurde

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen, Artikel 11 bis 14;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017, Artikel 57 bis 62;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region und der Wallonischen Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. September 2019 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Januar 2022 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund der am 27. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Juli 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

In Erwägung der Strategie Circular Wallonia, die am 4. Februar 2021 von der Regierung verabschiedet wurde, und ihres Kapitels über die Regierungsführung;

In Erwägung des Programms 161, Konkretisierung des Potenzials der Kreislaufwirtschaft durch die Umsetzung von Circular Wallonia, des Wallonischen Wiederaufbauplans;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Benennung und Einsetzung der Mitglieder einer Sachverständigengruppe nach einer Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen, im Folgenden "der Rat" genannt, ist für eine Dauer von vier Jahren vorgesehen. Dieser Rat ist in dem Kapitel "Regierungsführung" der wallonischen Strategie zur Einführung der Kreislaufwirtschaft (Circular Wallonia) vorgesehen.

**Art. 2** - Der in Artikel 1 genannte Rat hat folgende Aufgaben:

1° die Relevanz und Kohärenz der im Rahmen der Strategie Circular Wallonia getroffenen Entscheidungen und durchgeführten Maßnahmen überwachen ;

2° der Regierung über den Minister für Wirtschaft Stellungnahmen und Empfehlungen zur Umsetzung der Strategie Circular Wallonia und zur Aktualisierung der in den vorrangigen Wertschöpfungsketten getroffenen Maßnahmen und Aktionen abgeben, einschließlich der abschließenden Bewertung der Strategie;

3° die wichtigsten Herausforderungen im Zusammenhang mit der Kreislaufwirtschaft und die relevantesten internationalen Praktiken identifizieren und die positiven Mechanismen herausarbeiten, die zur Förderung der Kreislaufwirtschaft in Wallonien eingesetzt werden sollten;

4° als Wächter der Regierung fungieren, um sicherzustellen, dass die Arbeiten im Bereich der Kreislaufwirtschaft schnell genug voranschreiten;

5° als Garant dafür auftreten, dass die von der Regierung durchgeführten Aktionen und Arbeiten den vor Ort beobachteten Bedürfnissen entsprechen.

Der Rat übermittelt die Ergebnisse dieser Analysen, Stellungnahmen und Empfehlungen mindestens einmal jährlich bis zum Ende des Mandats und so oft, wie er es für notwendig erachtet. Empfehlungen werden vom Minister für Wirtschaft an die Regierung gerichtet.

**Art. 3 - § 1.** Die Strategie Circular Wallonia sieht vor, dass dieser Rat aus sechs bis zehn effektiven Mitgliedern mit einem allgemeinen oder themenspezifischen Profil bestehen kann. Die Zusammensetzung des Rates ist so gewählt, dass er in der Lage ist, Stellungnahmen und Empfehlungen zu allen im Rahmen der Strategie Circular Wallonia durchgeführten Aktionen und Maßnahmen abzugeben.

§ 2. Die Mitglieder werden für einen Zeitraum von vier Jahren benannt. Die Amtszeit beginnt mit der Auswahl der Ratsmitglieder.

§ 3. Falls ein Mitglied während seiner Amtszeit ausscheidet, wird es durch einen anderen Sachverständigen ersetzt, der auf den Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen geantwortet hat. Das Ersatzmitglied wird für die verbleibende Dauer der Amtszeit des von ihm ersetztten Mitglieds ernannt.

Wenn die Reserve an Sachverständigen erschöpft ist, wird ein neuer spezifischer Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen von der Koordinierungszelle von Circular Wallonia eingerichtet.

§ 4. Nach dem am 3. Dezember 2021 veröffentlichten und am 15. März 2022 abgeschlossenen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen und auf der Grundlage der Entscheidung der Auswahljury benennt die Wallonische Regierung die folgenden Mitglieder des Rates für Kreislaufwirtschaft:

\* Herr Pierre-François Bareel;

\* Herr Thomas Bauwens;

\* Frau Sylvie Meekers;

\* Frau Aurore Richel;

\* Frau Sophie Trachte;

\* Herr Jean-Baptiste Verjans.

Eine folgende stellvertretende Mitglieder umfassende Reserve wird gebildet:

\* Herr Nicolas Charles;

\* Herr Hugo Jamin;

\* Frau Laurence Lambert;

\* Herr Edgar Towa.

**Art. 4 - § 1.** Der Rat tritt in Präsenzsitzungen zusammen. Je nach Gesundheitslage werden jedoch auch virtuelle Treffen eingerichtet. Die Häufigkeit der Sitzungen hängt von der Arbeitslast und den Bedürfnissen der Ratsmitglieder ab und beträgt maximal vier Sitzungen pro Jahr.

§ 2. Der/die Vorsitzende wird bei der ersten Sitzung von seinen/ihren Kollegen gewählt. Der Vorsitz wird während der gesamten Amtszeit von derselben Person geführt.

Der/die Vorsitzende ist dafür verantwortlich, die Arbeit zu organisieren, die Tagesordnung der Sitzungen festzulegen, die Sitzungen zu moderieren und den Rat für die Kreislaufwirtschaft zu repräsentieren.

Im Falle eines Rücktritts findet eine Neuwahl innerhalb des Rates statt, um das Mitglied zu wählen, das den Vorsitz für den Rest der Amtszeit übernimmt.

§ 3. Der Rat erstellt seine Geschäftsordnung auf der Grundlage eines von der Koordinierungszelle bei der ersten Sitzung herausgegebenen Vorschlags und legt sie dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, zur Genehmigung vor.

Jede spätere Änderung der Geschäftsordnung, die in direktem Zusammenhang mit der Arbeitsweise und den Ergebnissen des Rates steht, wird vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, genehmigt.

Die Geschäftsordnung enthält einen Abschnitt über die Beziehungsmethodik mit der Koordinierungszelle.

§ 4. Die Mitglieder des Rates wahren den vertraulichen Charakter der Beratungen oder Dokumente, wenn ein solcher vertraulicher Charakter gemäß den Bestimmungen gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Natur anerkannt wird, einschließlich derjenigen, die sich aus der Geschäftsordnung ergeben. Andernfalls wird das Mitglied als zurückgetreten betrachtet.

§ 5. Bevor eine zum Sachverständigen ernannte Person ihre Ernennung annimmt, teilt sie alle Interessen oder Verpflichtungen mit, die sie hat oder hätte und die mit ihrer Funktion in Konflikt stehen könnten. Der Sachverständige teilt auch jederzeit das Entstehen eines solchen Interesses oder einer solchen Verpflichtung mit. Im Falle eines auftretenden Konflikts wird der betreffende Sachverständige aufgefordert, sich aus dem Prozess der Abgabe von Stellungnahmen zu dem betreffenden Thema zurückzuziehen.

§ 6. Die Mitglieder des Rates dürfen für die Dauer ihrer in Artikel 2 genannten Aufgabe weder ein politisches Mandat noch ein Amt oder eine Tätigkeit, sei es bezahlt oder unbezahlt, in einem ministeriellen Kabinett ausüben.

§ 7. Die Sekretariatsführung des Rates wird durch die Koordinierungszelle der Strategie gewährleistet. In diesem Zusammenhang nimmt die Koordinierungszelle an den Sitzungen teil, um ihren Sekretariatsaufgaben nachzugehen, beteiligt sich aber nicht an den Verhandlungen.

Ihre Anlaufstelle ist der/die Vorsitzende/n und sie sorgt dafür, dass der vom Rat vorgeschlagene Zeitplan mit den im Rahmen der Umsetzung der Strategie festgelegten Fristen übereinstimmt. Die Zelle übernimmt die Moderation und die Vermittlung im Rahmen des Informationsaustausches mit den Ratsmitgliedern, um diese bei ihrer Arbeit bestmöglich zu unterstützen. Sie kann sich bei der Moderation von einem externen Dienstleister unterstützen lassen, der denselben Regeln der Vertraulichkeit und des Interessenkonflikts unterliegt wie die Ratsmitglieder. Die Koordinierungszelle sorgt für die Zusammenfassung der Stellungnahmen der Mitglieder und legt sie dem Minister für Wirtschaft vor.

§ 8. Beschlüsse und Stellungnahmen werden per Konsens gefasst. Wenn kein Konsens erzielt werden kann, wird die Meinungsverschiedenheit in der vom Rat abgegebenen Stellungnahme oder dem Bericht deutlich gemacht.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft bleibt für eine Dauer von vier Jahren in Kraft.

Namur, den 1. Juli 2022

Der Ministerpräsident  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Die Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

CH. MORREALE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/15341]

**1 JULI 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de werking en de benoeming van de leden van de Raad voor Circulaire Economie die is opgericht in het kader van de Waalse ontplooiingsstrategie van de circulaire economie, Circular Wallonia, en in het kader van het Herstelplan van Wallonië**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook voor de organisatie van de controle van het Rekenhof, artikelen 11 tot 14;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017, de artikelen 57 tot 62;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest en de "Commission wallonne pour l'énergie" (Waalse energiecommissie) in het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2022;

Gelet op strategie Circular Wallonia, die op 4 februari 2021 door de Regering is aangenomen, en het hoofdstuk over bestuur daarin;

Gelet op programma 161, de verwezenlijking van het potentieel van de circulaire economie via de uitvoering van Circular Wallonia van het herstelplan;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De aanwijzing en de samenstelling van de leden van een groep deskundigen, na een oproep tot kandidaatstelling, hierna "de Raad" genoemd, is voorzien voor een periode van 4 jaar. Deze Raad is opgenomen in het hoofdstuk "Bestuur" van de Waalse ontplooiingsstrategie van de circulaire economie (Circular Wallonia).

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde Raad heeft de volgende opdrachten

1° de relevantie en de samenhang verzekeren van de beslissingen die worden genomen en van de acties die worden ondernomen in het kader van de Strategie Circular Wallonia;

2° via de Minister van Economie adviezen en aanbevelingen uitbrengen aan de Regering over de uitvoering van de strategie Circular Wallonia en over de actualisering van de maatregelen en acties in de prioritaire waardeketens, onder meer voor de evaluevaluatie van de Strategie;

3° de belangrijkste problemen in verband met de circulaire economie en de meest relevante internationale praktijken identificeren en de deugdelijke mechanismen identificeren die moeten worden ingevoerd om de circulaire economie in Wallonië te stimuleren;

4° als waakhond van de Regering fungeren om ervoor zorgen dat het werk aan de circulaire economie snel genoeg vordert;

5° garanderen dat de acties en werkzaamheden van de overheid beantwoorden aan de op het terrein vastgestelde behoeften.

De Raad deelt de resultaten van deze analyses, adviezen en aanbevelingen ten minste eenmaal per jaar mee tot het einde van het mandaat, en voorts zo vaak als hij dit nodig acht. De aanbevelingen worden door de Minister van Economie aan de Regering gericht.

**Art. 3. § 1.** De strategie Circular Wallonia voorziet dat deze Raad kan worden samengesteld uit zes tot tien gewone leden met een generalistisch of thematisch profiel. De samenstelling van deze Raad is zodanig dat hij advies kan uitbrengen en aanbevelingen kan doen over alle acties en maatregelen die in het kader van de Strategie Circular Wallonia worden ondernomen.

§2. De leden worden benoemd voor een periode van vier jaar. Het mandaat vangt aan met de selectie van de leden van de Raad.

§3. Indien een van de leden zich tijdens zijn of haar mandaat terugtrekt, wordt hij of zij vervangen door een andere deskundige die op de oproep tot kandidaatstelling heeft gereageerd. De vervanger wordt benoemd voor de resterende duur van het mandaat van degene die wordt vervangen.

Als de pool van deskundigen uitgeput is, wordt door de Coördinatieceel van Circular Wallonia een nieuwe specifieke oproep tot het indienen van kandidaturen opgesteld.

§4. Na de oproep tot kandidaatstelling die op 3 december 2021 is bekendgemaakt en op 15 maart 2022 is afgesloten, en op basis van de beslissing van de jury, benoemt de Waalse Regering de volgende leden van de Raad voor Circulaire Economie:

- \* De heer Bareel Pierre-François ;
- \* De heer Bauwens Thomas ;
- \* Mevrouw Meekers Sylvie ;
- \* Mevrouw Richel Aurore ;
- \* Mevrouw Trachte Sophie ;
- \* De heer Verjans Jean-Baptiste.

En vormt de volgende reservelijst van plaatsvervangers:

- \* De heer Charlier Nicolas ;
- \* De heer Jamin Hugo ;
- \* Mevrouw Lambert Laurence ;
- \* De heer Towa Edgar.

**Art. 4.** §1. De raad vergadert face tot face. Er worden echter virtuele vergaderingen opgezet, afhankelijk van de gezondheidssituatie. De frequentie van de vergaderingen varieert naar gelang van de werklust en de behoeften van de leden van de Raad en bedraagt maximaal 4 vergaderingen per jaar.

§2. De voorzitter/voorzitster wordt tijdens de eerste vergadering door zijn/haar gelijken gekozen. Het voorzitterschap wordt tijdens de gehele mandaatperiode door dezelfde persoon waargenomen.

De voorzitter/voorzitster is verantwoordelijk voor het organiseren van de werkzaamheden, het vaststellen van de agenda van de vergaderingen, het leiden van de vergaderingen en het vertegenwoordigen van de Raad voor Circulaire Economie.

In geval van terugtrekking wordt in de Raad een nieuwe verkiezing gehouden om het lid te kiezen dat het voorzitterschap voor de resterende duur van het mandaat zal bekleden.

§3. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op aan de hand van een voorstel dat de Coördinatieceel tijdens zijn eerste vergadering doet en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister die bevoegd is voor Economie.

Alle latere wijzigingen van het huishoudelijk reglement die rechtstreeks verband houden met de werking en de prestaties van de Raad, moeten worden goedgekeurd door de Minister van Economie.

Het huishoudelijk reglement bevat een afdeling over de methodologie voor de omgang met de Coördinatieceel.

§4. De leden van de Raad leven de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten na, wanneer een dergelijke vertrouwelijke aard erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement. Bij gebreke daarvan wordt het lid geacht ontslag te hebben genomen.

§5. Alvorens zijn aanwijzing te aanvaarden, geeft eenieder die als deskundige wordt benoemd, opening van zaken over alle belangen of verplichtingen die hij heeft of zou hebben en die met zijn functie in strijd zouden kunnen zijn. De deskundige dient tevens op ieder moment het ontstaan van een dergelijk belang of een dergelijke verplichting bekend te maken. Indien zich een conflict voordoet, wordt de betrokken deskundige verzocht zich terug te trekken uit het proces van adviesverlening over het onderwerp in kwestie.

§6. De leden van de Raad mogen voor de duur van hun opdracht als bedoeld in artikel 2 geen politiek mandaat of al dan niet bezoldigde positie of activiteit in een ministerieel kabinet bekleden.

§7. Het secretariaat van de Raad wordt verzorgd door de cel Strategiecoördinatie. In die hoedanigheid woont de Coördinatieceel de vergaderingen bij om zijn secretariaatsfunctie uit te oefenen, maar neemt het niet deel aan de debatten.

Ze heeft de voorzitter als aanspreekpunt en ziet erop toe dat de door de Raad voorgestelde agenda voldoet aan de termijnen die voor de ontplooiingsstrategie zijn vastgesteld. De Cel neemt de rol van begeleider en tussenpersoon op zich bij het delen van informatie met de leden van de Raad, teneinde hen zo goed mogelijk bij hun werk bij te staan. Zij kan zich ter facilitering laten bijstaan door een externe dienstverlener, voor wie dezelfde regels inzake vertrouwelijkheid en belangenconflicten gelden als voor de leden van de Raad. De Coördinatieceel heeft tot taak de adviezen van de leden te bundelen en voor te leggen aan de Minister van Economie.

§8. Beslissingen en adviezen worden bij consensus genomen. Indien geen consensus kan worden bereikt, wordt het verschil van mening duidelijk vermeld in het door de Raad uitgebrachte advies of verslag.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt en geldt voor een periode van 4 jaar. Namen, 1 juli 2022.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER